

Réconcilier Union Européenne et démocratie

Posté le : 17 février 2023 11:02 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Réforme, Economie et politique

À un moment de l'histoire européenne où les nations commencent à s'interroger sur l'opportunité de maintenir une immigration de masse incontrôlable notamment en provenance de pays musulmans rétifs à l'assimilation dans un pays jusqu'ici à dominante chrétienne et mettant parfois les désirs destructeurs de l'Oumma fanatisée par des prêcheurs fous avant la reconnaissance d'être accueillis dans des pays généreux, une majorité de pays européens exigent une nouvelle prise en charge de cette question par l'Union Européenne et donc par la Commission.

Il est vrai que la guerre en Ukraine a des conséquences sémantiques importantes. Les frontières de l'Ukraine sont sacralisées avec le fanatisme et le manque de réserve qu'on connaît de la part de la présidente de la Commission, la dramatique Van der Leyen, alors que le discours reste le même pour l'Union Européenne : il n'y a pas de définition de la zone géographique européenne qui pourrait donc s'étendre indéfiniment à l'est, jusqu'à la Russie et au sud, jusqu'à Israël en passant par la Turquie et le Liban. Les « frontières » ne représentent qu'un moment de l'expansion européiste, ne doivent pas être défendues et quiconque parvient à se trouver sur le sol de l'Euroland doit y rester à perpétuité s'il le veut.

Ce contraste entre la volonté majoritaire des pays et le blocage absolu de la Commission illustre une réalité que tous les ministres nationaux ont expérimentée à un moment ou un autre dans leur chair. Une fois nommés, les Commissaires ont, dans le domaine qui leur a été concédé, une autonomie totale. Le commissaire est sommé de se couper de ses attaches nationales et de ne viser que l'intérêt européen. Il peut donc faire **ou ne pas faire** à sa guise.

Si la totalité, disons, des ministres de l'intérieur des pays de l'Union, on parle bien d'une unanimité, mettaient au point un plan de gestion de la sécurité des frontières, ils se heurteraient à la Commission qui pourrait les envoyer balader sans frémir. Les commissaires ont la liberté incontrôlée de « ne pas faire », même contre la volonté de la totalité des nations membres. Ils sont inamovibles et sans aucun contrôle. Ce droit de ne pas faire a son symétrique dans le droit de faire à sa guise notamment dans toutes les actions exécutives qui n'exigent pas d'ordonnance. La Commission est à la fois un exécutif et un législatif, contrairement à tous les principes démocratiques. Ce qui fait que l'Union peut signer autant de conventions commerciales qu'elle veut avec n'importe qui, à répétition, alors que les classes moyennes se paupérisent à proportion, sans que quiconque ne puisse dire stop !

Le poste de ministre des Questions européennes est un des pires qui soit. À Bruxelles, il est accueilli ou comme un soutien inconditionnel béni-oui-oui qui doit crier au miracle européiste, ou comme un opposant sans pouvoir à marginaliser en lui faisant bien comprendre son impuissance. Les autres ministres de la République Française se heurtent tous au même mur. Pratiquement tout ayant un rapport avec les politiques déléguées sans retour à la Commission, ils ne peuvent en général rien faire sans son accord.

Ne parlons pas des députés européens (les députés européens) qui se retrouvent dans des groupes nationaux divisés de taille ridicule et coincés dans des groupes globaux gigantesques et qui, ou s'ennuient ou s'emploient à arrondir leurs fins de mois en liaison avec les lobbies ou en recherchant des postes bien rémunérés et exonérés partiellement d'impôts. L'impuissance du député européen

est un spectacle tragique. C'est comme cela qu'on voit Madame Morano justifier son poste européen et les rémunérations associées par la normalisation des chargeurs de téléphones portables !

Il n'y a pas d'Europe puissance. Seulement des nations rendues impuissantes, même lorsque leurs intérêts vitaux sont en jeu. Par des « coups d'États » successifs, les institutions européennes se sont attribué le droit d'à peu près tout régenter, l'impuissance des nations est désormais presque totale.

Bien sûr, il faut réagir.

Il est indispensable que la Commission soit considérée simplement comme le secrétariat de l'Union, sans aucune décision propre dans aucun domaine. C'est le concert des nations membres qui doit donner le tempo des actions à mener, et à étudier par la Commission et décider de leur modalité. La Commission doit perdre le pouvoir de bloquer. La présidence de la Commission doit être clairement privée du droit de se prétendre le dirigeant de l'Europe.

Un autre aspect des institutions européennes est le poids des ONG et des lobbies. Les ONG sont considérées désormais comme des églises formulant la table des lois qui s'impose d'en haut, et fournissant le clergé de Tartuffe et de Savonarole chargé de déconsidérer tout opposant aux doctrines et aux causes qui les fondent. À ces organisations privées, on concède le droit à formuler le politiquement correct du moment et la coercition sociale associée. Toutes les organisations internationales sont désormais sous la coupe de ces groupes de haine. Le président de la Banque Mondiale a démissionné un an avant la fin de son mandat à la suite d'une campagne de haine déclenchée par les ONG parce qu'un de ses propos a été jugé « climatosceptique ». Il a expliqué que n'étant pas scientifique il ne prendrait pas position sur les sources du réchauffement que le monde connaît. Le climat et les thèses wokistes sont aujourd'hui le terrain de jeu de fanatiques et les instances internationales ont accepté de se mettre dans leur dépendance.

C'est vrai à l'ONU, à la banque Mondiale, au FMI, et évidemment au sein des institutions européennes. Cela explique les campagnes « inclusives » montrant des femmes voilées exemplaires au moment où l'Iran tue tous les jours les femmes qui ne veulent pas de la dictature vestimentaire débile des Mollahs. Cela explique que Mme Van der Leyen soit montée au créneau pour faire démissionner le président du CIO japonais pour avoir osé dire que la présence de femmes allongeaient considérablement la durée des réunions. Cela explique que le directeur de cabinet du Commissaire chargé de l'énergie soit un ancien patron de Greenpeace Allemagne totalement antinucléaire. Cela explique un discours toujours identique et déconnecté des réalités du terrain sur l'immigration de masse « chance pour l'Europe ».

Les nations, dans un tel système, n'ont plus le moindre moyen de se faire entendre sauf à bloquer, bloquer encore et bloquer toujours ce qui est une attitude intenable. La démocratie nationale est débranchée. Un changement de majorité dans un sens ou un autre n'aura aucun effet sur les politiques suivies toutes désormais dépendantes de la Commission à qui on a concédé trois armes de destruction massive : l'indépendance absolue de la commission, la Cour de Justice qui juge TOUJOURS en faveur des thèses européistes et qui, en s'attribuant par un coup de force le droit qui n'est pas le sien d'interpréter la charte européenne des droits de l'homme, peut intervenir sur tout sujet, et finalement les énormes budgets de propagande attribués à la Commission, qui permettent d'exalter non seulement l'européisme mais aussi les thèses des ONG jusqu'au plus profond des nations, notamment l'école et l'université, sans parler des médias. Qui sait que l'Europe finance l'entrisme LGBT dans l'Université française à coups de millions ?

Justement, parlons des médias français. Leur doctrine : ne jamais parler de ce qui se passe à Bruxelles, sauf au moment où les ordonnances arrivent pour transcription dans le droit français par le Parlement national châtré. Pas question de montrer l'impuissance du gouvernement et contrer l'offensive des ONG qui profitent en général du moment pour présenter des propositions

maximalistes. Alors la PQN comme la presse régionale en remet sur les bonnes causes et on se retrouve sur tous sujets avec des législations aggravées par rapport aux directives européennes. Le gouvernement dit : « c'est l'Europe ». Les associations disent : « c'est le bien commun ». Et on se retrouve sans moutarde et en ayant perdu la moitié de nos betteraves sucrières, face à des ministres sans pouvoir qui se contentent de soigner ou leur popularité ou leur carrière en faisant de la surenchère verbale, quand ils ne s'enfouissent pas au fond du trou en se bouchant les oreilles et en attendant que cela se tasse.

Certains ministres font des allers et retours avec la direction d'ONG. On n'est jamais mieux servi que par soi-même et à partir du moment où les gouvernements sont impuissants, quelle importance ?

Un autre aspect de l'affaire européenne, c'est que certains garde-fous mis en place pour éviter des législations outrancières ou comportements douteux à l'échelon national n'existent pas ou sont impuissants à l'échelon européen.

Les abus de pouvoir individuels ou comportements douteux des Commissaires et d'une façon générale des institutions, ne sont pas réellement contrôlés. Une étude récente a montré que les personnes chargées du contrôle, en théorie, n'allaient même pas dans leur bureau et restaient à leur domicile dans leurs pays respectifs sauf pour les cérémonies protocolaires, tout en touchant des rémunérations monstrueuses. En revanche le député européen est très surveillé. Il a des avantages grotesques mais il faut les mériter par un européisme de bon aloi, même si on s'ennuie et qu'on a collé là que des recalés du suffrage national !

Il faut que ce soit le New York Times qui monte une action pour imposer que Mme Van Luyen fasse connaître ses relations épistolaires avec Pfizer sachant que son mari est dans la boucle médicale internationale par ailleurs, avec des risques grossiers de conflits d'intérêts.

De même, les législations nationales sont généralement soumises à un devoir d'études d'impact préalables afin d'éviter des mesures qui se retournent gravement contre les intérêts généraux du pays ou même saccagent trop d'intérêts particuliers. Cela marche plus ou moins bien, ces études d'impact n'étant jamais relayées dans la PQN et restant dans l'entre-soi de la « tutelle » et des lobbies. En Europe on peut prendre des décisions accablantes ayant des effets terrifiants mais très différents d'un pays à l'autre, sans jamais à avoir à justifier des conséquences par une étude d'impact. On l'a vu récemment avec la décision monstrueuse de violence d'interdire la vente de véhicule à moteur thermique dès 2 035 sans aucune étude des conséquences sur tous les grands sujets pays par pays. Le coût ? Inconnu ? Le bilan carbone de la reconversion ? inconnu. L'impact sur la balance des paiements ? inconnu. L'impact sur le budget de l'État ? inconnu. L'impact sur le chômage ? inconnu. L'impact sur la réduction de la température moyenne ? Non estimé bien que tout le monde sache qu'il sera absolument nul.

Pour avoir téléphoné à six reprises aux différents cabinets de commissaires européens concernés, la seule réponse obtenue, **en anglais**, aura été qu'une étude d'impact n'était pas utile puisque la décision a été prise en tenant compte des conclusions du GIEC et des engagements pris avec les institutions de l'ONU ! Personne n'a pu savoir ce que Timmermans a pu concocter avec l'ONU, le GIEC, l'AIE en lisant la presse française. Il faut lire l'anglais et aller sur le site de l'Union Européenne qui ne publie que ce qu'elle veut bien publier en toute indépendance et sans contrôle. Un petit roitelet décide en liaison avec les ONG de l'ONU que l'Europe sera la championne de la décarbonation et prend des oukases sanglants pour les pays membres. Pas un mot !

Bien entendu, les pouvoirs nationaux ont tout de même un pouvoir. Ils peuvent déjà parler et dénoncer. Ils peuvent bloquer. Quand on a élu un Macron qui est allé faire sa révérence dès son arrivée aux juges européens tout en expliquant qu'il serait un européiste militant et suractif, collant le drapeau européen sur tous les édifices publics nationaux sans même une référence au drapeau

tricolore, on voit tout de suite les conséquences. On renonce à notre seul pouvoir !

Le gouvernement français indépendamment même du fait qu'il n'a pas de majorité au parlement, n'a aucune marge de manœuvre. Il est au sens propre du terme impuissant. La réforme de la retraite était un must pour pouvoir obtenir l'accord de l'Union Européenne dans le cadre des GOPE ou de leur substitut sémantique. La seule question pour Emmanuel Macron était de faire de cette obligation irréfragable une arme politicienne de guerre contre LR. Il l'a fait en mettant la réforme en tête de calendrier. Avec les résultats que l'on voit.

La présidence de la République française étant réduite à un poste politicien pour médiocre égotiste ne pensant qu'à ses petits intérêts personnels et se coltinant avec ses problèmes psychologiques prégnants, qui se maintient en distribuant des chèques et en creusant les déficits, les élections étant facilement « enjambées » en refusant tout débat sur quoi que ce soit, la démocratie est empêchée.

Celui qui ne comprend pas que l'ampleur des cortèges actuels contre la réforme des retraites est indexée sur l'impuissance et la négligence de l'exécutif national, et n'a qu'un rapport très indirect avec l'âge de la retraite, devrait se réveiller.

Monnet avait très bien compris qu'en donnant à un groupe international le soin de régler entre ses membres, à l'abri des Etats, un problème particulier, il était facile de se détacher complètement des risques inhérents à la démocratie nationale. Cela n'avait pas que des inconvénients. Sur des sujets ad hoc et circonstanciels, cela pouvait même être bénéfique. Par exemple pour l'achat d'armes pendant les deux guerres, mieux valait sans doute passer par des « machins » collectifs multinationaux dans le cadre des alliances. Mais si toute la politique générale est gérée ainsi, il n'y a plus ni de démocratie ni de consensus. Seulement des groupes de pression, éventuellement hystériques, et des peuples en colère, avec flottant sur la marmite bouillante, des pseudos gouvernants marqués au fer rouge de l'impuissance et du narcissisme stérile. Quand s'ajoute en France une captation du pouvoir résiduel par une caste désormais népotique de hauts fonctionnaires, il n'est pas très difficile de comprendre pourquoi la proportion des votants qui expriment un vote constructif par rapport à la population en âge de voter est aujourd'hui en France autour de 25 %.

Les Européistes ont voulu forcer le passage vers un fédéralisme copié sur le système américain et ont récolté un NON ferme lors de la réforme constitutionnelle. Il est clair que l'impuissance désastreuse qui est en train d'emporter la démocratie française, impose de déclarer fermement que l'objectif de la « construction » européenne n'est pas de créer les Etats-Unis d'Europe en détruisant les Etats nationaux.

Le premier acte structurel dans la bonne direction serait de supprimer le monopole d'initiative à la Commission. Le second de mettre fin à l'élection hors-sol et sans aucune signification de députés européens. Le Parlement européen doit se réunir lorsque nécessaire, avec des délégations ad hoc des parlements nationaux, chaque ordonnance devant faire l'objet d'un examen devant le Parlement français avant d'être discutée par le Parlement européen.

Ces mesures permettront seules de reconnecter les mesures prises et l'influence du corps électoral. Il ne s'agit pas de s'opposer à la coopération active au sein de l'Europe, mais de restaurer la démocratie. Il faut et la démocratie et la coopération active en Europe. Sinon, où va-t-on ?